

déblocage des 215 millions de frs gelés en bons du Trésor par le CNOUS

égalité entre étudiants français et étudiants étrangers

réquisition des facs Pasqua

multiplication des crèches sur les campus

multiplication par 2 du nombre et des montants des bourses

SI DEMAIN C'EST ENCORE PURGÉ À L'EAU AU RESTO-U, SE VOTE UNEF !

NE NOUS BRÛLONS PAS ! SANS ROI, ÇA VOUS VAUT ?



sécurité sociale à OF

construction de 200 000 chambres en cités-U

accès gratuit aux musées et expos

exonération des droits d'inscription et remboursement des frais illégaux

1/2 tarif sur les transports

transparence sur l'utilisation des fonds du FAVE



Pour plus de justice sociale, je vote UNEF

Elections aux CROUS - 26, 27 ou 28 mars 1996



ENSEMBLE, POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE !

Augmentation du nombre et du montant des bourses ou développement des prêts bancaires ? Maintien de l'ALS, construction de logements sociaux étudiants ou hausse des loyers, privatisation accrue des cités U ? Renforcement dans ses missions de la Médecine Préventive Universitaire, développement de l'accès aux soins ou régionalisation et casse de la MPU ? Extension des restau-U ou prolifération des Tex Mex ? Et pour résumer, une aide sociale garantissant plus de justice sociale ou facteur de plus d'inégalités entre étudiants ?

C'est bien cela l'enjeu d'une bonne gestion des CROUS, et c'est ce débat qui nous faut alors que nous sommes à la veille de réélire nos représentants étudiants à leurs Conseils d'Administration. En effet, quand la sélection sociale reste la première cause d'échec à l'Université, qu'un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour pouvoir étudier, ces élections aux CROUS nous concernent tous.

D'autant que cette échéance se déroule à un moment opportun : celui des Etats Généraux impulsés par BAYROU et qui ont pour mission de favoriser "le plus large débat" avec tous ses acteurs pour s'engager dans une réforme de l'Enseignement Supérieur !

L'UNEF, nous pensons que ces Etats Généraux, il nous faut nous en emparer massivement pour y imposer les exigences qui sont montées pendant le mouvement de Novembre Décembre, que les élections aux CROUS ne peuvent pas être traitées à part des Etats Généraux mais peuvent en constituer un moment-clé pour gagner de nouveaux droits étudiants.

C'est donc avec le même souci d'unité, de respect de la diversité étudiante qui nous a animés durant le mouvement étudiant que les listes UNEF aux élections aux CROUS ont été constituées : ainsi à chaque fois que cela est possible, nous avons discuté et décidé de nos propositions avec les étudiants en TD, amphis, cours... ainsi nous les avons ouvertes à l'ensemble des étudiants syndiqués, non syndiqués, responsables d'associations culturelles, d'associations de résidents en cités-U, d'associations d'étudiants étrangers aussi ou encore d'étudiants ayant envie de s'investir sur les questions d'aide sociale tout simplement !

Nous ensemble, avec le vote UNEF, imposons que CROUS et Ministère œuvrent à plus de justice sociale.

Marie-Pierre Vieu, présidente de l'UNEF.

Les élections aux CROUS se dérouleront partout en France dans la semaine du 26 au 29 Mars 96.

Tous les étudiants auront ainsi une journée pour se prononcer sur l'aide sociale.

Il s'agit de son scrutin national. Une raison de plus pour s'exprimer massivement et choisir une organisation présente au quotidien dans tout le pays.

ON VOTE :

● Le 26, CROUS de Besançon, Bordeaux, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Orléans, Poitiers, Rennes.

● Le 27, CROUS d'Amiens, Dijon, Toulouse.

● Le 28, CROUS d'Ab- Marseille, Clermont-Ferrand, Montpellier, Nancy, Nantes, Reims, Rouen, Strasbourg, Plus Crétell, Paris, Versailles.

L'AIDE SOCIALE EN QUELQUES CHIFFRES

195 000 000 Frs : c'est la hausse des droits d'inscription en cette rentrée 95-96.

200 millions de francs : c'est le trou de l'enveloppe des bourses en 95 que le ministère a comblé par imputation sur le budget 96.

11 900 Frs : c'est la somme octroyée par l'Etat par étudiant en 95 ; elle est de 34.400 Frs en Allemagne ; 46.100 Frs aux Pays-Bas ; 80.000 Frs au Royaume-Uni.

639 Frs : c'est le montant maximal de l'ALS pour tous les colodocataires. Il était de 924 Frs jusqu'au 1er Juillet 95. Depuis la CNAF a en effet décidé de réduire le plafond du loyer mise en compte pour le calcul de l'allocation : il passe pour les colodocataires de 1.200 à 960 Frs.

Dernière restriction : on ne touche plus ni le 1er ni le dernier mois de location.

930 Frs : c'est le prix de la sécurité sociale étudiante. Jusqu'en 84, elle était entièrement prise en charge par l'Etat.

18 648 Frs : c'est le montant maximum des bourses pour l'année universitaire 95/96.

Je vote UNEF

100 francs ? C'est ce que l'on payait pour s'inscrire à la fac en 1904. Aujourd'hui, ces droits sont passés à plus de 700 francs. Dans le même temps, les Facs Passqua à 30 000 francs de droits d'inscription se sont multipliés. A l'heure où l'on parle d'égalité des chances et de justice sociale, la première chose à exiger, c'est le retour à un véritable enseignement public et gratuit. Cela passe par la réduction des Facs Passqua, par l'annulation des frais d'inscription pour les 10% d'étudiants (hors boursiers) qui y ont droit, et, avant tout, par le réengagement décisif de l'État dans l'enseignement supérieur. Cela passe aussi par la reconnaissance d'un véritable statut social de l'étudiant.

Ainsi pour l'UNEF...

...ÊTRE ÉTUDIANT C'EST AVOIR IMMÉDIATEMENT :

- + Une place dans la Fac et la filière de son choix, le droit à la poursuite d'études
- + O F de droits d'inscription
- + La gratuité de la Sécurité Sociale
- + L'ALS et un logement social
- + L'accès aux bourses
- + Le demi tarif sur les transports
- + Un stage rémunéré et qualifiant en entreprise
- + L'accès à une structure universitaire d'insertion professionnelle (Gestion des fonds de l'AFIJ par les conseils d'université)
- + L'égalité des droits entre étudiants français et étrangers

A toi la parole

à remettre au moment des Etats-Généraux sur ta fac ou au local de l'UNEF

AIDE SOCIALE : l'État doit investir pour un véritable statut social étudiant

Logement : une priorité.

L'ALS est sur la sellette ! Depuis fin 93, les gouvernements se sont succédés pour tenter de remettre en cause son attribution à la grande majorité des étudiants.

L'ALS ne devrait être versée qu'aux étudiants les plus défavorisés. C'est une question de justice sociale" affirme Bayrou... Certes, la mise en place de cette aide a justifié la privatisation des Cités-U et la flambée des loyers, mais aujourd'hui, l'ALS, comme l'APL constitue une aide sociale indispensable pour des milliers d'étudiants et donc, un droit à conserver jalousement.

Pour autant, cela ne fait pas le compte. A l'UNEF, nous pensons que le gouvernement doit engager une véritable politique sur le logement étudiant ! Quand moins d'un étudiant sur 15 a accès à la Cité-U, il est urgent de construire.

L'UNEF revendique immédiatement 300.000 lits supplémentaires (cela équivaut à la demande actuelle). Besoin est encore de créer de nouveaux logements sociaux, type HLM, qui permettraient aussi aux étudiants de se loger à prix modéré.

Ces propositions ne sont pas à prendre ou à laisser, d'autant plus que la liste n'est pas exhaustive. Discutons-en dans nos filières, nos Facs, nos Cités-U et continuons à décider ensemble de nos exigences et des formes d'action pour gagner.

Et quand, Bayrou organise des Etats Généraux sur chaque fac, pour que tout cela ne se limite pas à une mascarade, n'avons-nous pas besoin de rendre nos aspirations incontournables ? Les élections de nos représentants étudiants au CROUS ne doivent-elles pas aller dans ce sens ?

Allocation d'études pour tous ou bourses ? FAIRE LE CHOIX DE LA JUSTICE SOCIALE

Quand on est plus de 2 millions d'étudiants dans l'Enseignement Supérieur, l'aide sociale ne peut être réfléchiée de la même manière qu'il y a 15 ans.

Pourtant, non seulement elle n'a pas changé, mais on nous propose comme solution des prêts bancaires. Or, nous savons tous que l'endettement pour nous est loin d'être la solution. **Nous disons donc résolument : non aux prêts bancaires.**

Je n'ai pas le droit à la bourse, mes parents gagnent trop !

Quand, nous sommes 90 % à penser que notre famille est un lieu d'échanges, de confort et de sécurité, la plupart d'entre nous néanmoins réclame la prise en compte de leur autonomie afin d'avoir accès à l'aide sociale. Si notre autonomie étudiante accède au logement, demi-tarif sur les trans-

ports, loisirs...) est à faire valoir comme élément essentiel de notre statut étudiant, la véritable justice sociale n'est-elle pas de permettre à tous ceux qui en ont besoin d'avoir accès à l'aide sociale ? Quand ceux issus de milieux sociaux démunis ont le droit à un minimum d'aides, **quand 40 % d'étudiants ne salarient, n'est-ce pas de 40 % de boursiers dont il y a besoin ?**

L'aide sociale et l'égalité des chances.

Nous venons tous de milieux différents avec un bagage culturel, une situation personnelle, un apport financier différents. C'est donc en prenant en compte cette réalité étudiante au bon niveau que que doit se définir l'aide sociale nécessaire. Elle doit permettre à chacun de partir sur un pied d'égalité minimum face aux études. C'est donc d'une aide sociale inégalitaire, sur critères sociaux (situation de la famille et de l'étudiant) et

non d'un revenu minimum identique pour tous) dont nous avons besoin. Et ce n'est sûrement pas la politique misérabiliste du CROUS, en baissant chaque année les critères d'attribution des bourses, qui remplit cet objectif.

L'OVE (Observatoire de la Vie Etudiante) nous informe qu'un étudiant a besoin au minimum de 3.500 F/mois. Cela représente dans un budget d'une famille moyenne 12 salaires de 8 à 10.000 F plus de 20 %. Quand il y a deux enfants dans le Supérieur, cela fait plus de 40 % du budget !

Pourtant ces familles sont hors critères d'attribution et les plus démunies obtiennent au maximum 1.800 F par mois !

L'UNEF EXIGE DE :

- Débloquer l'argent pour 25 % de boursiers immédiatement.
- Changer et rehausser les critères d'attribution des bourses.
- Doubler leur montant (35.000 F au 5ème échelon).
- Mettre en place l'année joker (accès à la bourse après redoublement).
- Embaucher de nouvelles assistantes sociales pour répondre à l'ensemble des problèmes (aujourd'hui une assistante pour 15.000 étudiants).

NOTRE SANTÉ AVANT-TOUT !

Côté santé ? Ça va.

Malades ? Pas vraiment mais angoissés, stressés, fatigués, mal alimentés... ça oui ! Et pour cause, les Restos-U sont inadaptés.

La MPU (Médecine Préventive Universitaire)... c'est quoi ? Seulement 30 % d'entre nous assistent à la visite médicale obligatoire, les campagnes de prévention (Sida et autre) manquent cruellement sur les campus et que dire du sport... Résultat : notre état de santé se caractérise nettement plus par un mal-vivre que par un bien-être ; notre état physique est menacé par l'absence de prévention et la multiplication des comportements à risques ; notre état psychologique est fragile.

A l'UNEF nous pensons que vivre des études en pleine forme ne doit pas devenir un luxe. **Nous exigeons :**

- l'ouverture de nombreux Restos-U avec des chaînes alimentaires équilibrées,
- le retour à la parité état-étudiant sur le prix du ticket de Resto-U
- le développement de la prévention et de l'accès aux soins sur les campus (réouverture des MPU, embauche d'infirmières...)

Culture et loisirs OBTENIR DE NOUVEAUX DROITS

L'accès aux loisirs et à la culture restent pour l'ensemble d'entre nous très limité. Nous défendons pour notre bien-être, nous documenter, nous enrichir hors de l'université pour nous donner toutes les chances de réussir nos études, pourquoi pas ! Mais avec quels moyens ?

Pour ne plus être des étudiants "au rabais", il est plus que temps d'imposer des tarifs qui nous permettent d'avoir accès à l'ensemble des manifestations socio-culturelles (ciné, salon, expo, librairie, théâtre, etc.). C'est d'ailleurs en poursuivant le mouvement de décembre que les étudiants de St Charles (P1) ont gagné en mars l'entrée gratuite des étudiants en art dans tous les musées nationaux. Passeport à généraliser !

L'EXTRÊME-DROITE HORS DES CROUS !

Avec le Renseignement Étudiant (le cache-voix officiel du FN) et l'UNEF, occasion du groupuscule précédemment cité, l'extrême-droite se présente aux élections du CROUS espérant profiter d'un faible taux de participation pour gagner quelques suffrages. Empêchons ces idéologues de la "préférence nationale" de croire qu'il y a une possibilité pour eux de s'implanter dans les Facs. Eux, c'est la sélection sociale et raciale qu'ils veulent comme critères d'un Enseignement Supérieur privatisé, où les étrangers seraient bannis. Défendons le service public, l'égalité des chances et des droits et emmenons-nous nombreux du vote L'UNEF pour obtenir des droits nouveaux qui les garantissent.